

## L'évolution des migrations, un défi pour l'Europe de demain

Depuis son apparition sur terre, l'homme migre. Sans évoquer le nomadisme, par définition un déplacement perpétuel, la vie sédentaire a toujours subi des mouvements et des migrations, parfois de masse, qui étaient dictés majoritairement par des besoins de nourriture, de sécurité ou à cause des conditions climatiques. Si les deux premières causes sont largement connues, la troisième, dans le contexte actuel du changement climatique, mérite certainement une analyse plus approfondie. Les espaces ont toujours été occupés en fonction des possibilités de vie que la nature pouvait donner : un climat agréable qui généralement coïncidait avec des zones de chasse riches et de bonnes possibilités de culture et d'élevage. C'est ce qu'on appellerait aujourd'hui la qualité de vie.

De nos jours, les migrations demeurent et se transforment. L'immigration économique, que la plupart d'entre nous connaît pour l'avoir vécue, est celle due à la recherche d'un travail, dans un certain sens la recherche de nourriture. Elle se combine malheureusement toujours à la migration politique, due aux conflits et au manque de sécurité. L'industrialisation, puis la globalisation de nos sociétés et les avancées technologiques qui en ont découlé ont cependant fait évoluer et s'internationaliser ces migrations.

Depuis quelques années, les scientifiques et ONG's attirent l'attention sur une nouvelle forme de migration, due au climat et par conséquent à la terre qui, dans certaines régions, ne peut plus subvenir aux besoins de ses habitants. Malheureusement, le respect de l'environnement passe au second plan en comparaison du profit.

Ce qui au départ était un besoin, aujourd'hui n'est plus que du profit, ce qui était le respect, n'est plus que des dividendes. Le capital est devenu le seul centre d'intérêt(s). C'est au nom de ce nouveau principe, changé, avec une bonne dose de mimétisme, en « besoin vital », que des multinationales et même des gouvernements justifient le gaspillage et l'exploitation sans raison ni respect d'un grand nombre de régions de la planète qui nous héberge. Il n'y a pas lieu d'être un expert pour imaginer ce qui pourrait arriver dans le futur si la déforestation des forêts tropicales se poursuit à ce rythme, détruisant ainsi la plus grande réserve d'oxygène du globe. Ou si l'exploitation des zones les plus riches en ressources naturelles et minières, zones qui sont en même temps les plus fragiles du point de vue économique ou politique, persiste. Ou si nous n'arrivons pas à endiguer l'effet de serre que ni Kyoto, ni Copenhague n'ont réussi sinon à arrêter, du moins à corriger.

Si ceux qui nous gouvernent et qui par conséquent prétendent diriger le monde, ne sont pas capables, ou plutôt ne veulent pas affronter ce genre de problèmes en faisant preuve de fermeté face au pouvoir économique des multinationales, les conséquences dans moins d'un demi siècle pourraient être catastrophiques. On pense bien sûr aux conséquences directes sur notre planète, la désertification en augmentation exponentielle, les effets incontrôlables de l'effet de serre, entraînant une augmentation moyenne des températures et la fonte des glaciers. Mais aussi aux conséquences humaines, la déforestation entraînant également la disparition des peuples et cultures, parfois ancestrales qui vivent dans ces contrées et à la pauvreté accrue des peuples que les pays « civilisés » continueront d'exploiter systématiquement et surtout sans respect du territoire.

Si nous n'avons pas encore atteint ce scénario, nous n'en sommes toutefois pas loin et les signes précurseurs sont déjà présents. Certaines populations, principalement du Sud, se voient dans l'obligation d'émigrer vers des lieux plus accueillants. Si ces migrations se font actuellement au sein d'un même pays ou d'un même continent, des migrations vers nos pays ne sont pas à exclure dans un avenir proche. L'Europe doit se munir au plus vite d'un cadre juridique qui inclut les réfugiés climatiques dans la convention de Genève. Il est de la responsabilité historique des pays occidentaux, et de l'Europe en particulier, d'accueillir ces nouveaux migrants, d'amorcer une politique de commerce équitable à grande échelle et de veiller à une juste répartition des ressources.

Au fur et à mesure que le temps passe, nos gouvernements doivent se rendre compte que l'exploitation sans raison de certains pays ne peut plus continuer. Avant d'étudier et d'appliquer de nouvelles politiques il faudrait déjà arrêter ce qui se fait en ce moment.

**Furio Berardi**  
Président du CLAE

(Editorial *Horizon* 102, mai 2010)